

« Dans la région, nous savons chasser en meute » : les acteurs du territoire font corps pour obtenir des réacteurs EPR2 pour le Blayais

Lecture 2 min

Accueil • Gironde • Libourne



La centrale a pour elle le foncier nécessaire et la ressource en eau. « Sans compter la possibilité d'utiliser le fleuve pour du transport ». © Crédit photo : Archives SO

Par Philippe Belhache
Publié le 05/04/2025 à 8h30.



Le préfet de Nouvelle-Aquitaine Étienne Guyot s'est déplacé en Haute Gironde à la rencontre des acteurs de la candidature pour l'implantation d'une paire d'EPR2 à la Centrale du Blayais. Il envisage une rencontre avec les ministères concernés

« Quels moyens mettre en œuvre pour aller plus loin ? » Étienne Guyot, préfet de Gironde et de Nouvelle-Aquitaine, se voulait constructif à l'issue de la rencontre organisée par la sous-préfète de Blaye, Céline Maquet, et Lydia Héraud, présidente de la Communauté de communes de l'Estuaire et du comité de suivi. Le sujet ? La candidature de la Haute Gironde pour l'implantation d'une paire de réacteurs EPR2 sur le site de la centrale nucléaire du Blayais.

Un dossier au sein duquel les différents partenaires, politiques et économiques, ont mis en avant une solidarité transpartisane et une « fluidité » des échanges indispensables pour faire face à la concurrence. Huit sites sont en effet en lice. Il n'y aura que quatre lauréats.



Éditorial. Non, Marine Le Pen

PREMIUM



Sur Web, Tablette et Mobile

Le journal et ses suppléments
L'accès aux articles abonnés
L'Édition du soir
Le club Abonnés
Les Formats Longs
Les Archives depuis 1944



Lydia Héraud, présidente du Comité de suivi, recevait à Saint-Aubin-de Blaye le préfet Étienne Guyot et le président de la CCI Bordeaux Gironde Patrick Seguin.

Ph. B.

Aménagement du territoire

« On voit comment l'activité de la centrale a structuré le territoire, rappelle Étienne Guyot, rappelant l'ancienneté de l'implantation du Centre nucléaire de production d'électricité (CNPE), en activité depuis plus de quarante ans. C'est un capital très fort pour la Haute Gironde ». Un territoire dont il a salué la mobilisation depuis déjà trois ans, entre collectivités de Gironde et de Charente-Maritime, Chambre de commerce et d'industrie Bordeaux Gironde, clubs d'entreprises, associations... « Avec un soutien très fort de la Région Nouvelle-Aquitaine », autour de ce dossier industriel touchant à la production d'énergie mais aussi à l'aménagement du territoire.

SUR LE MÊME SUJET

Avec le nucléaire, les partis politiques imitent parfois les girouettes

L'énergie nucléaire divise les partis politiques français, y compris à gauche où elle a pour avocat constant le Parti communiste. Le Rassemblement national la défend aussi après avoir voulu y renoncer



Ces partenaires, relève-t-il, abordent « l'ensemble des briques » du dossier, anticipant les besoins générés par la construction, entre entreprises, implantations foncières à réserver, utilisation du fleuve comme moyen de transport, prévoyant également les équipements rendus nécessaires par l'afflux de population afférent. Une préparation clef dans le cadre d'un dossier qui devra être bétonné, « face à des concurrents qui ont la même détermination que le Blayais », commente le préfet.

« Décider de gagner »

Les atouts locaux sont connus : disponibilité du foncier, accès au fleuve, formation professionnelle, ainsi qu'une forte acceptabilité de l'industrie nucléaire de la part de la population, régulièrement mesurée par EDF. Des sondages auxquels l'entreprise a ajouté la perspective d'implantation d'EPR2. « La population n'exprime pas d'inquiétude par rapport au projet. Elle est plutôt inquiète d'une fermeture de la centrale de Braud-et-Saint-Louis au bout de sa période d'activité », complète Lydia Héraud, qui se réjouit de la prolongation de cette dernière à soixante ans.

Étienne Guyot a annoncé vouloir solliciter la réception à Paris d'une délégation au sein des ministères de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire. Du miel aux oreilles des partenaires. « La task force mise en place il y a trois ans est mature et réunit un maximum de personnes », sourit Patrick Seguin, président de la CCI Bordeaux Gironde. « Nous savons, dans la région, chasser en meute. Nous devons y croire, savoir dire "on est les meilleurs", décider que l'on va gagner. »

Le deuxième rang d'attribution de réacteurs EPR devrait être connu au deuxième semestre 2026.